

# « Nous » et les autres... dans le Grand-Est

**Benoît Coquard est sociologue à l'Inrae\*. Son enquête, publiée sous le titre de *Ceux qui restent\*\**, nous immerge dans le quotidien et les trajectoires de jeunes adultes qui vivent et travaillent dans les territoires ruraux « en déclin » du Grand-Est, où ils ont grandi. Un tableau en nuances, où il est question d'identité, de collectif(s). Entretien.**

**H&L (Pierre Tartakowsky, président d'honneur de la LDH) :** *la plupart du temps, les représentations publiques de la jeunesse se focalisent sur sa seule dimension scolarisée. Votre enquête dans le Grand-Est laisse à voir une toute autre jeunesse, très éloignée de ces représentations labélisées « générations X ou Y ».*

**Benoît Coquard :** j'ai enquêté sur une jeunesse rurale (des vingtenaires et trentenaires) particulière : celle qui vit dans des campagnes du Grand-Est en déclin, marquées par des chutes démographiques souvent supérieures à ce qu'on avait pu connaître lors des grands exodes ruraux. Ces jeunes ne vivent pas comme des exclus, à la marge de la population juvénile. La part des jeunes qui vivent loin des grandes villes est loin d'être négligeable, surtout si l'on tient compte du fait que dans les centres-villes, on a moins de familles nombreuses. Ne pas être au milieu de la métropole, c'est banal pour les jeunes, et le sentiment de se sentir loin, coupé d'accès aux pratiques culturelles, aux offres des centres-villes, c'est relativement commun, dans la jeunesse aujourd'hui. Dans les zones où j'ai travaillé, les grandes villes se situent à une heure, deux heures de route... Cette France qui se dépeuple, c'est notamment celle qui a une histoire industrielle, où la reproduction sociale allait un peu de soi, d'une génération à l'autre. On



connaît le sort des grands bastions industriels depuis les années 1980. Les petites industries, les PME l'ont également vécu, mais en différé.

Dans le contexte de la démocratisation de l'enseignement, ceux qui décrochent le bac quittent leur lieu d'origine pour s'installer à une, deux heures de route, là où se situent les lieux d'études supérieures. Mais une fois diplômés, ils se retrouvent face au manque d'emplois correspondant à leurs qualifications dans le marché d'emploi local. « Retourner », c'est donc faire une croix sur son bac +3. Cela donne le profil

de ceux qui restent ; ceux-là vont devoir compter sur autre chose que le diplôme, compter sur des savoir-faire et même des savoir-être valorisés dans leur entourage, en tentant d'éviter par-dessus tout de se « choper une mauvaise réputation », celle qui colle aux « cas soc » (les « assistés »), au chômage de longue durée.

**En quoi cette réputation est-elle aussi importante ?**

Moins il y a d'emplois, et plus on est en tension sur la réputation associée au non-emploi : ce qui se dit, c'est que « celui que ne travaille pas ne vaut rien ». Il y a de fortes logiques de stigmatisation, tri social à la clé, entre ceux qui vont s'en sortir, parce qu'ils vont avoir un soutien des proches, intégrer l'entreprise de bâtiment d'un beau-frère, d'un copain, d'un oncle... et les autres. J'ai repéré dans mes enquêtes de terrain l'importance du groupe d'amis, dans ces moments clés où l'on est recommandé pour un emploi. Ainsi, pour ceux qui parviennent à trouver un travail et ont une « bonne réputation », l'interconnaissance et l'entraide font qu'on peut s'en sortir, même si l'on est dépourvu de diplômes. Au sein de la « bande du pote » ou du « clan » d'amis, comme disent ces

**« Ce que révèle mon travail par rapport aux théories du repli, c'est que loin de se sentir marginaux ou ségrégués, ces jeunes hommes sont impliqués dans des sociabilités hyperintenses, lourdes d'enjeux pour leur futur : la bande d'amis, la "bande de potes", le "clan". »**

\* Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement, et plus précisément le laboratoire Cesaer (Centre d'économie et de sociologie appliquées à l'agriculture et aux espaces ruraux).

\*\* *Ceux qui restent. Faire sa vie dans les campagnes en déclin*, La Découverte, 2019.

jeunes adultes, on se partage tous les bons plans pour le boulot, et l'on accède aussi au couple, à la propriété, en s'entraïdant pour la rénovation ou la construction... Les autres jeunes davantage isolés se retrouvent stigmatisés, et n'ont de cesse de pointer cette logique de «clans» qui restreint les solidarités à un petit rayon. Ceux-là rêvent alors de partir dans des pays (Suisse, Luxembourg) où l'on peut «faire de l'argent» en travaillant dur et en utilisant ses qualifications manuelles. Ou bien ils s'embarquent dans des aventures oniriques : fin des années 1990, on a connu une forte vague de consommation d'héroïne dans les départements ruraux. Elle a marqué toute une génération, et perdure aujourd'hui.

**Les territoires désindustrialisés produiraient ainsi une jeunesse mise à l'écart de la socialisation, telle qu'on la connaît dans les milieux urbanisés ?**

Quelques années après le début de mon travail de terrain, on a commencé à entendre beaucoup parler d'une France loin des grandes villes, qui se sentirait en état d'«insécurité culturelle». Celle-ci serait, selon ces discours, dominée par le repli sur soi, marquée par la fin des liens sociaux et de la solidarité, une France de «petits Blancs» en proie à l'individualisation et au vote Front national (FN). Une campagne rabougrie, défiante et hostile à tout changement. Toutes ces visions, qui perdurent, ont en commun d'être produites d'un point de vue urbain, je dirais même parisien. On est loin de la recherche empirique. Ces projections, très marquées politiquement et ayant tendance à essentialiser les groupes sociaux, définissent la ruralité par le manque : qu'est-ce qu'il n'y a pas dans la ruralité qu'on trouve en ville ? A partir de ce prisme-là, on devient incapable de voir ce qui se passe concrètement, et l'on peut instrumentaliser à loisir les classes populaires rurales.

Ce que révèle mon travail par rapport aux théories du repli, c'est que la vie sociale n'a pas du tout disparu : simplement, elle ne se donne plus à voir dans les lieux publics, dans les structures d'encadrement de ces milieux populaires ruraux : les grandes usines, les fêtes de conscrits, les bars... La fréquence des invitations, des interactions entre personnes est en fait beaucoup plus forte qu'en ville. Loin de se sentir marginaux ou ségrégués, ces jeunes sont

impliqués dans des sociabilités hyperintenses, lourdes d'enjeux pour leur futur : la bande d'amis, la «bande de potes», le «clan». La reproduction du statut social de cette jeunesse passe beaucoup par la place, plus ou moins valorisée, dans ces groupes. On peut y valoriser l'aspect hédoniste de la vie, qui est très important, tout en étant assuré d'une solidarité sélective en cas de conflit, dans les concurrences du quotidien, d'autant plus nombreuses et intenses qu'elles ont lieu dans des zones où les ressources se raréfient et qu'elles impliquent des personnes qui se connaissent souvent depuis l'enfance. De l'appartenance solidaire à ces «bandes de potes», il en ressort une conscience collective du quotidien qui se reflète aussi dans les visions du monde, les positionnements politiques : c'est un «nous» qui n'est pas celui de la conscience ouvrière, de classe, mais un «nous d'abord» ou plutôt un «déjà nous» qui serait lié, selon les enquêtés, à la «bande» : «les vrais potes sur qui on peut compter».

**Ce «nous d'abord» trouve aussi sa traduction par un vote à l'extrême droite...**

Les cantons dans lesquels j'ai enquêté sont historiquement à droite, ils concentrent des classes populaires et une bourgeoisie conservatrice. Cette histoire politique pèse, et le vote FN se retrouve dans des lieux très marqués à droite, qui glissent vers l'extrême. Une grande part des ouvriers et employés s'est aussi réfugiée dans l'abstention, premier choix des votes populaires. La petite bourgeoisie locale a joué un rôle important, dans cette progression du vote extrême droite ; on y trouve des relais locaux. Ces figures locales légitiment ce comportement politique, tout comme les médias. On n'en a plus honte...

Alors oui, le «nous d'abord» entre en résonance avec le thème de la préférence nationale. Mais cela ne signifie pas qu'il en soit la stricte traduction. L'extrême droite a su vaguement faire écho à certaines visions du monde de ces catégories populaires, depuis le chômage de masse. Elle a projeté les conflits et les concurrences qui jalonnent la vie quotidienne en configuration mondiale, d'un monde où le choc des civilisations rendrait la solidarité impossible. Dans le quotidien des campagnes en déclin, lorsqu'on sait qu'il y a des chances pour que ce soit votre meilleur pote qui



© DK

obtienne un emploi et pas vous, on est en proie à des jalousies aussi durables qu'ont pu l'être les amitiés d'avant. Cette conscience de la concurrence permanente entre pairs résonne bien avec l'idée que la solidarité n'est pensable qu'au sein d'un groupe auquel on est fier d'appartenir, qui permet le «nous», garantit sa réputation et sa différence d'avec les précaires, les «assistés». Le FN a surfé là-dessus, en se mettant en scène comme «du côté des gens bien» – pour reprendre une expression de mon collègue Raphaël Challier, qui travaille sur les militants de classes populaires dans ce parti –, ceux qui travaillent et refusent d'être des «assistés». Le soutien au FN est alors un refus de cette stigmatisation, pour beaucoup de chômeurs et de précaires. Enfin, il faut noter qu'à l'évocation des partis de gauche, les jeunes que j'ai suivis leur ont associé une image de «Bisounours», n'abordant pas pour eux les questions conflictuelles ; c'est là peut-être une différence majeure avec ce qu'a pu représenter la gauche pour les générations de leurs parents, lorsqu'elle proposait une vision du monde, des consciences collectives bâties autour de l'existence d'une lutte des classes.



« Beaucoup de projections ont tendance à essentialiser les groupes sociaux et définissent la ruralité par le manque : qu'est-ce qu'il n'y a pas dans la ruralité qu'on trouve en ville ? A partir de ce prisme-là, on devient incapable de voir ce qui se passe concrètement, et l'on peut instrumentaliser à loisir les classes populaires rurales... »

**Les jeunes femmes connaissent-elles la même situation ? Sur quels modes vivent-elles celle-ci ?**

Elles connaissent des parcours scolaires un peu plus longs, ce qui les amène à émigrer davantage. On les voit moins tenir des rôles publics valorisants, comme dans les autres milieux sociaux, donc. Dans un contexte postindustriel, les statuts professionnels masculins sont beaucoup plus mis en avant. On valorise l'apprenti qui rénove une façade dans la rue principale du village, mais on oublie la jeune femme qui travaille dans l'aide à la personne chez des personnes âgées habitant un périmètre de plus en plus large, où personne ne la connaît. On ne la voit pas travailler, alors qu'elle n'arrête pas et est payée beaucoup moins que son conjoint. Elle ne peut pas affirmer son statut social par la consommation ostentatoire, ce qui peut être le cas d'un ouvrier qui va avoir accès à du pouvoir d'achat (travail au noir, heures supplémentaires, avancement dans l'entreprise...).

Les hommes occupent donc davantage l'espace public et les loisirs : le foot, la chasse, la pêche, des activités éminemment masculines, dans lesquelles les femmes sont souvent cantonnées à des

rôles d'auxiliaires - même si j'ai évoqué, dans mes recherches, des exceptions intéressantes pour dévoiler les mécanismes de la domination masculine. Lorsqu'on se réunit chez les uns et les autres, avec la « bande de potes », cela s'opère sur la base de solidarités masculines. Clairement, les inégalités structurelles sur le marché de l'emploi se coconstruisent avec ces inégalités dans les sociabilités. Finalement, ce sont les hommes qui arrivent à rester ancrés dans un espace d'interconnaissances pour eux valorisant : ils accèdent plus tôt à l'emploi, accumulent plus facilement du patrimoine, notamment en héritant plus souvent que leur sœur, partie vivre en ville une fois diplômée. Les couples vont d'ailleurs plus souvent s'installer sur

le territoire du jeune homme, fréquenter son groupe d'amis à lui, où la jeune femme se sent comme une « pièce rapportée ». Tout à fait conscientes de leur situation, les jeunes femmes essaient de reconstruire des réseaux de solidarité féminine. Et si elles vont être réticentes à occuper le devant des scènes sociales, c'est que, pour elles, les commérages sont potentiellement plus stigmatisants. Se sortir d'une « sale réputation » sera plus dur pour elles que pour les hommes (pour lesquels j'ai pu observer que la déviance adolescente était plus vite oubliée...). Le fameux « il faut bien que jeunesse se passe » ou « il faut profiter de sa jeunesse », c'est avant tout un privilège masculin qui se poursuit de plus en plus tard, jusque dans la trentaine... ●

« La conscience de la concurrence permanente entre pairs résonne bien avec l'idée que la solidarité n'est pensable qu'au sein d'un groupe auquel on est fier d'appartenir, qui permet le "nous", garantit sa réputation et sa différence d'avec les précaires, les "assistés". Le FN a surfé là-dessus, en se mettant en scène comme "du côté des gens bien". »